

APRÈS LE 15 DÉCEMBRE

UN DEUXIÈME PLAN D'ACTION

PLUS MASSIF & PLUS DUR



VERS UNE GRÈVE GÉNÉRALE DE 48 HEURES !

Le premier plan du front syndical commun d'action se termine ce 15 décembre, peut-être bien la plus grande grève générale de 24 heures de notre pays. Le gouvernement hésite. Il fait le pari que nous n'oserons pas continuer. Les ministres CD&V espèrent que nous nous satisferons d'un impôt sur (les profits sur) la fortune comme lot de consolation. Mais il n'est pas question de revenir sur les mesures antisociales. Reynders n'a-t-il d'ailleurs pas déclaré que le gouvernement devra aussi adopter d'autres mesures ? Ce gouvernement doit être balayé de même que toute sa politique d'austérité. Cela ne se passera pas en étant timoré ni en nous plongeant tête baissée dans l'aventure : il nous faut un nouveau plan d'action encore plus massif qui prépare une grève générale de 48 heures reconductible si nécessaire vers une grève générale illimitée.

S'il y en a qui perturbent l'ordre public, ce sont ce gouvernement et ses homologues régionaux. Le consensus d'après guerre de négociation sociale a été jeté par-dessus bord. Pourquoi? Le capitalisme est plongé dans une profonde crise structurelle prolongée que ses partisans veulent faire supporter à tous ceux qui n'appartiennent pas à l'élite. Et qui se trouve au beau milieu de cette voie ? Le mouvement organisé des travailleurs. Jusqu'il y a peu, nombreux étaient ceux qui doutaient encore de son existence. Les syndicats? Des reliques d'une époque révolue selon De Wever. Le plan d'action a réaffirmé la force du mouvement syndical. Existe-t-il donc encore une force capable de construire une société différente débarrassée de la cupidité et de l'exploitation? Les syndicats mettent les masses en mouvement quand ils mobilisent sérieusement. Et ils peuvent attirer à leur remorque d'autres groupes sociaux.

Quelle est l'idée derrière un plan d'action? Chaque action s'appuie sur la précédente de sorte que le mouvement se renforce. Activistes, militants, délégués et secrétaires syndicaux étaient ainsi mobilisés à pleine puissance. Alors que le mouvement prenait de l'ampleur, la popularité des gouvernements fédéral et régionaux a chuté. Des prétendues "deux démocraties" existant en Belgique (francophone et flamande), il ne subsistait rien de notable durant les grèves provinciales. La grève fut menée avec enthousiasme des deux côtés de la frontière linguistique.

Mais il reste encore pas mal de potentiel. En de nombreux lieux de travail, des assemblées générales ont été organisées pour le personnel, à chaque fois couronnées de succès. Mais cela doit encore être fait dans beaucoup d'endroits. Soumettre le plan d'action à un vote renforce sa légitimité. Nous avons su gagner une large sympathie, mais elle doit être transformée en participation active, y compris sur les piquets de grève. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons assurer qu'il ne s'agit pas d'une "grève des syndicats", mais d'une grève de tous les travailleurs, avec l'aide des syndicats.

Dans les grandes entreprises, le plan d'action a généralement été bien suivi, mais les plus petites étaient souvent en retrait. Des décennies durant, les patrons ont refusé la directive européenne en faveur d'une représentation syndicale à partir de 20 travailleurs. Les syndicats devraient en faire une revendication et fermer les zonings industriels. Que certains, pour une fois, ne puissent pas exercer leur "droit au travail", cela ne l'emporte pas sur les décennies où de nombreux autres ont été privés de leur droit de grève sous peine de licenciement. Ces partisans du "droit au travail" veulent-ils d'ailleurs que les chômeurs se rendent aux tribunaux faire respecter ce droit ?

Nous diriger immédiatement vers une grève "au finish" signifierait de laisser ce potentiel inexploité. Nous courrions le risque que les plus



Rejoignez le

Parti Socialiste de Lutte

Suivez notre site pour des rapports, des analyses et des propositions pour la lutte :

WWW.SOCIALISME.BE

convaincus se retrouvent isolés de la grande masse, ce qui pourrait fournir un prétexte pour que certains et que le mouvement soit divisé, peut-être aussi selon des lignes communautaires parce que l'on trouve dans une région que la lutte n'est pas aussi farouche dans l'autre. Ne nous faisons pas d'illusions : si nous perdons cette bataille, dans peu de temps, l'élimination pure et simple de l'index sera sur table et le statut des fonctionnaires sera vidé de sa substance. C'est pourquoi nous pensons qu'il vaut mieux faire un pas en arrière pour ensuite faire deux bonds en avant : un deuxième plan d'action, plus massif et plus dur.

Quelle forme pourrait-il prendre ? D'abord un grand meeting du front commun syndical début janvier, avec 10 à 20.000 participants, pour discuter du deuxième plan d'action et le soumettre au vote, suivi d'assemblées du personnel sur tous les lieux de travail. Tant à ces réunions qu'au meeting, on pourrait donner des tracts de mobilisation pour une manifestation de masse dans le courant de la fin du mois de janvier, au plus tard. Nous pourrions les distribuer massivement, y compris sur les marchés, et chaque militant aurait un paquet d'affiches pour en coller jusqu'aux associations et petites entreprises. L'objectif doit être de dépasser les 200.000 personnes, avec divers points de départ puisque la gare du Nord était déjà pleine la fois dernière. Cela pourrait être suivi en février par trois grèves régionales, qui visent aussi cette fois les petites entreprises, avec la défense préminente de la revendication d'une représentation syndicale dans les entreprises à partir de 20 travailleurs. Nous ne trouvons pas que les grèves sectorielles sont une bonne idée : cela peut conduire à la division et contrarie le blocage des zones industrielles. Tout cela devrait avoir pour point d'orgue une grève nationale de 48 heures qui, si le gouvernement ne tombe pas encore, peut devenir une grève à durée illimitée.

Michel I est à bout de force. Mais reporter au pouvoir une tripartite n'est pas une alternative. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un gouvernement qui est aussi acharné à défendre les intérêts des travailleurs que le gouvernement actuel l'est pour les intérêts patronaux. Les assemblées du personnel pourraient contribuer à élaborer une véritable alternative en donnant vie par la base, par entreprise et par secteur, à un programme de revendication des travailleurs. En s'accrochant toujours au moindre mal - la social-démocratie, la démocratie chrétienne ou les Verts - la voie a été ouverte pour que la droite dure arrive au pouvoir. Le mouvement des travailleurs mérite mieux.

La FGTB de Charleroi & Sud-Hainaut appelle depuis deux ans

tous ceux à la gauche de la social-démocratie et des Verts à se réunir dans un vaste parti de lutte de gauche. A Bruxelles et en Wallonie, les listes PTB-GO (Gauche d'Ouverture) ont constitué un pre-

mier pas dans cette direction, récompensé par de bien meilleurs scores que ceux des listes PTB+. Mais comme les sondages le suggèrent, l'ouverture de PTB-GO est encore insuffisante pour saisir le potentiel présent : 85% de la population est favorable à un impôt sur la fortune. Dans les sondages, PTB-GO ne le traduit que de façon limitée, et même pas du tout dans le cas de PvdA +. Un vrai grand parti large de lutte pourrait faire mieux. Beaucoup de gens ont voté pour PvdA + ou PTB-GO en partant de l'hypothèse que le parti continuerait ensuite sur cette lancée. Malheureusement, il semble plutôt que le PTB ait poussé sur le bouton "pause" de l'ouverture et de la diversité. Le PSL reste prêt à reprendre la discussion à tout moment, mais en même temps, nous voulons construire nos propres forces autour du programme suivant:

- **Rétablissement total de l'indexation, négociations salariales libres et salaire minimum de 15 euros bruts de l'heure !**
- **Pas de sape des contrats de travail pour la sous-traitance, le recours à l'interim ou d'autres boulots précaires !**
- **Bas les pattes du statut des fonctionnaires! Aucun démantèlement des services publics ! Aucune privatisation ou libéralisation ! De l'insourcing au lieu de l'outsourcing !**
- **Bas les pattes de nos pensions. Maintien de la prépension et de la retraite anticipée!**
- **Augmentation des pensions à minimum 75% du dernier salaire avec un minimum de 1500 euros par mois!**
- **Stop à la chasse aux chômeurs ! Pas de dégressivité, pas de service obligatoire à la communauté, mais la répartition collective du temps de travail vers les 32h/par semaine sans perte de salaire !**
- **85% des Flamands sont favorables à un impôt sur les fortunes supérieures à un million d'euros. Nous soutenons cela et souhaitons y coupler la nationalisation sous contrôle démocratique du secteur financier pour éviter la fuite de capitaux.**
- **Nationalisation des secteurs clés de l'économie sous contrôle démocratique par la collectivité !**
- **L'économie de marché chaotique et la course aux profits n'assurent pas de garantie pour l'emploi. Pour une économie planifiée démocratiquement gérée et contrôlée par la collectivité dans le cadre d'un socialisme moderne et démocratique !**



Personne ne compte sur les médias dominants pour correctement faire état de notre lutte : nous avons besoin de nos propres médias! Achetez *Lutte Socialiste* pour 2 euros ou prenez un abonnement de 20 euros (plus est également bienvenu).